

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 39.741/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique, le 16 janvier 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "transposant en droit belge la directive 2001/84/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative au droit de suite au profit de l'auteur d'une oeuvre d'art originale", a donné le 13 février 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Dispositif

Article 4

1. L'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet transpose non seulement le paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la directive 2001/84/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative au droit de suite au profit de l'auteur d'une œuvre d'art originale, mais aussi le premier paragraphe de cet article, qui définit le droit de suite au profit de l'auteur d'une œuvre d'art originale "comme un droit inaliénable auquel il ne peut être renoncé, même de façon anticipée, à percevoir un pourcentage sur le prix obtenu pour toute revente de cette œuvre après la première cession opérée par l'auteur."

La fin de l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, serait dès lors rédigée plus fidèlement à cette disposition comme suit :

"(...), il est dû à l'auteur par le vendeur ¹ un droit de suite inaliénable, auquel il ne peut être renoncé, même de façon anticipée, consistant en un pourcentage du prix de revente."

⁽¹⁾ Transposition de l'article premier, paragraphe 4, première phrase, de la directive 2001/84/CE, précitée.

2. L'article 7 de la directive 2001/84/CE, précitée dispose comme suit :

"Bénéficiaires des pays tiers

1. Les États membres prévoient que les auteurs ressortissants de pays tiers et, sous réserve de l'article 8, paragraphe 2, leurs ayants droit bénéficieront du droit de suite conformément à la présente directive et à la législation de l'État membre concerné uniquement si la législation du pays dont est ressortissant l'auteur ou son ayant droit admet la protection dans ce pays du droit de suite des auteurs des États membres et de leurs ayants droit.

2. En tenant compte des données fournies par les États membres, la Commission publie, dans les meilleurs délais, une liste indicative des pays tiers qui remplissent la condition visée au paragraphe 1. Cette liste est tenue à jour.

3. Tout État membre peut, aux fins de la protection du droit de suite, traiter les auteurs qui ne sont pas ressortissants d'un État membre, mais qui ont leur résidence habituelle dans cet État membre de la même manière que ses propres ressortissants."

Suivant le commentaire des articles dans l'exposé des motifs, la transposition de cet article, et plus particulièrement de son premier paragraphe, serait assurée par l'article 11, § 4, en projet, lequel dispose comme suit :

"Sans préjudice des dispositions des conventions internationales, la réciprocité s'applique au droit de suite."

Vu les précisions fournies par le commentaire consacré à ce paragraphe, cette transposition paraît trop succincte. Ainsi, ce commentaire se réfère notamment au considérant (6) de la directive 2001/84/CE, précitée, lequel est rédigé de la sorte :

"La convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques prévoit que le droit de suite n'est exigible que si la législation nationale de l'auteur l'admet. Le droit de suite est par conséquent optionnel et soumis à la règle de la réciprocité. Il résulte de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes sur l'application du principe de non-discrimination inscrit à l'article 12 du traité, tel que précisé par l'arrêt du 20 octobre 1993 dans les affaires jointes C-92/92 et C-326/92, *Phil Collins et autres* ², que des dispositions nationales comportant des clauses de réciprocité ne sauraient être invoquées pour refuser aux ressortissants d'autres États membres des droits conférés aux ressortissants nationaux. L'application de telles clauses dans le contexte communautaire est contraire au principe d'égalité de traitement résultant de l'interdiction de toute discrimination exercée en raison de la nationalité."

⁽²⁾ Recueil 1993, p. I-5145.

Afin de traduire ces précisions dans le dispositif, il y a donc lieu de prévoir que le droit de suite est dû aux ressortissants des États membres de l'Union européenne et de l'Espace économique européen, ainsi qu'à ceux de tout autre État dont la législation admet la protection dans cet État du droit de suite des auteurs des États membres et de leurs ayants droit.

Serait ainsi mieux respectée l'intention exprimée par le considérant (29) de la directive 2001/84/CE, précitée, selon lequel

"La jouissance du droit de suite devrait être limitée aux ressortissants communautaires ainsi qu'aux auteurs étrangers qui sont ressortissants de pays dont la législation accorde cette protection aux auteurs qui sont ressortissants des États membres. Un État membre devrait avoir la possibilité d'étendre la jouissance de ce droit aux auteurs étrangers qui ont leur résidence habituelle dans cet État membre."

Article 6

1. L'article 13, § 1^{er}, en projet distingue "les reventes effectuées dans le cadre d'une vente aux enchères publiques", qui font l'objet de l'alinéa 1^{er}, des reventes qui ne le sont pas, auxquelles s'applique le second alinéa. Le motif de cette distinction, étrangère à la directive 2001/84/CE, précitée, tient à cette particularité de la législation belge qu'elle ne prévoit actuellement la perception d'un droit de suite que sur le montant de l'adjudication obtenu à la suite d'une mise aux enchères publiques.

Selon le commentaire de l'article 6 de l'avant-projet, l'article 13, § 1^{er}, en projet, transpose le paragraphe 4 de l'article premier de la directive 2001/84/CE, précitée, dont les paragraphes 2 et 4 disposent :

"(1. ...)

2. Le droit visé au paragraphe 1 s'applique à tous les actes de revente dans lesquels interviennent en tant que vendeurs, acheteurs ou intermédiaires des professionnels du marché de l'art, tels les salles de vente, les galeries d'art et, d'une manière générale, tout commerçant d'œuvres d'art.

(3. ...)

.../...

4. Le droit visé au paragraphe 1 est à la charge du vendeur. Les États membres peuvent prévoir que l'une des personnes physiques ou morales visées au paragraphe 2, autre que le vendeur, est seule responsable du paiement du droit ou partage avec le vendeur cette responsabilité."

Ce paragraphe 4 a donc exclusivement trait à la responsabilité du paiement du droit, alors que l'article 13, § 1^{er}, en projet règle également l'obligation de notification des reventes; il prévoit que les professionnels du marché de l'art intervenant dans la revente à titre de vendeurs, d'acheteurs ou d'intermédiaires, ainsi que le vendeur et, en cas de vente aux enchères publiques, l'officier public, sont solidairement tenus de notifier la revente et d'en payer les droits.

En ce qui concerne cette responsabilité du paiement du droit, ces dispositions ne sont pas conformes à l'article premier, paragraphe 4, de la directive 2001/84/CE, précitée, puisque ce dernier permet uniquement au législateur de

"(...) prévoir que l'une des personnes physiques ou morales visées au paragraphe 2, autre que le vendeur, est seule responsable du paiement du droit ou partage avec le vendeur cette responsabilité",

de sorte que le texte en projet ne peut désigner qu'une seule de ces personnes. En outre, même si l'article 13, alinéa 1^{er}, actuel de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins désigne notamment l'officier public qui a procédé à l'adjudication comme solidairement tenu de notifier la vente et d'en payer les droits, la responsabilité de ce paiement ne peut plus lui être imputée dès lors qu'il ne figure pas parmi les personnes visées à l'article premier, paragraphe 2, de la directive 2001/84/CE, précitée.

Quant à l'obligation de notifier la revente, il paraît de même plus approprié de ne désigner, si nécessaire, qu'une seule autre personne que le vendeur, afin d'éviter d'inutiles notifications multiples; et si le législateur estime devoir charger une autre personne physique ou morale que le vendeur de la notification de la revente, il serait assez logique, pour ne pas dissocier cette obligation de celle du paiement des droits, qu'il porte son choix sur celle qu'il rendra, seule ou avec le vendeur, responsable de ce paiement.

2. Les paragraphes 1^{er}, 2 et 4, alinéa 3, de l'article 13, en projet, visent l'auteur, mais non ses ayants droit, également bénéficiaires du droit de suite après son décès, conformément à l'article 6 la directive 2001/84/CE, précitée, et à l'article 11, § 3, en projet à l'article 4. S'il s'agit d'un oubli, il convient de le réparer, et sinon, de justifier cette omission.

3. L'article 13, § 2, en projet, prévoit que

"L'action de l'auteur se prescrit par trois ans à compter de la notification visée au § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2."

Comme l'obligation de payer les droits dus doit être exécutée, conformément à la seconde phrase de ces deux alinéas, "dans un délai de deux mois suivant la notification", de sorte que l'action en paiement n'a lieu de s'exercer qu'à défaut de paiement volontaire dans ce délai, celui de prescription de cette action ne devrait dès lors s'écouler qu'après expiration de ce délai de paiement, plutôt qu'"à compter de la notification" de la revente.

Article 7

Suivant l'article 40 de la loi du 22 mai 2005 transposant en droit belge la Directive européenne 2001/29/CE du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information, son article 4, b et c - qui remplace l'article 22, § 1^{er}, 4° et 4°bis, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins - entre en vigueur à la date fixée par le Roi.

Comme le Roi n'a pas encore arrêté cette date, la rédaction des 4° et 4°bis, précités est encore celle déterminée par l'article 20 de la loi du 31 août 1998 transposant en droit belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données.

Il convient dès lors que l'arrêté royal qui mettra en vigueur la loi en projet, conformément à l'article 9 de l'avant-projet, mette simultanément en vigueur l'article 4, b et c, de la loi du 22 mai 2005, précitée. En revanche, si l'intention n'est pas que cette disposition modificative soit en vigueur au plus tard au moment de l'entrée en vigueur de la loi en projet, son dernier article devrait alors prévoir que l'article 7, b et c, de l'avant-projet entrera en vigueur à la même date que l'article 4, b et c, de la loi du 22 mai 2005, précitée, déterminée en exécution de son article 40.

Par ailleurs, il conviendrait de faire apparaître dans le tableau comparatif joint au dossier transmis au Conseil d'État les modifications qu'apporte cet article au regard de l'article 2 de la Directive 2001/84/CE, précité ³.

Article 8

1. L'alinéa 1^{er}, en projet, vise l'auteur, mais non "les héritiers et ayants cause des artistes" également mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 25 juin 1921 frappant d'un droit les ventes publiques d'œuvres d'art au profit des artistes, auteurs des œuvres vendues. S'il s'agit d'un oubli, il convient de le réparer, et sinon, de justifier cette omission.

2. La fin de ce même alinéa 1^{er} vise "les sociétés de gestion désignées par le Roi conformément à l'article 13, alinéa 2, et selon les règles fixées en vertu de l'article 13, alinéa 2, de cette loi". Les mots "de cette loi" doivent être omis, puisqu'il s'agit de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, à l'article 92, § 2, de laquelle sont ajoutés les deux alinéas en projet. Il y a cependant lieu de préciser que l'article 13 à l'alinéa 2 duquel il est fait référence est visé dans sa rédaction antérieure à son remplacement par l'article 6 de l'avant-projet, la périphrase précitée renvoyant en fait

(3) Le tableau sera par ailleurs transmis aux chambres législatives, afin que celles-ci puissent se prononcer en connaissance de cause sur le choix des moyens que le Gouvernement leur propose de mettre en œuvre et éviter que l'exercice d'amendement prévu par l'article 76 de la Constitution excède les limites du pouvoir d'appréciation que le droit européen reconnaît aux États membres, ce tableau qui est joint au dossier transmis au Conseil d'État doit être annexé au projet de loi.

à l'arrêté royal du 8 juillet 1998 relatif à la perception et à la redistribution de certains droits de suite en matière de droit d'auteur et de droits voisins et désignant les sociétés de gestion chargées de percevoir et de redistribuer les droits de suite qui n'ont pu être payés, arrêté royal qui constitue l'exécution de l'article 13, alinéa 2, actuel de la loi du 30 juin 1994, précitée.

3. Dans la deuxième phrase du second alinéa en projet, il paraît préférable de viser les sommes qui "n'ont pu être payées" ainsi que celles qui n'ont pas non plus été revendiquées ⁴.

4. À l'alinéa 2, il y a lieu de lire dans le texte français :

"(...) se prescrit par trois ans".

⁽⁴⁾ Tel est du reste le verbe que le commentaire de l'article 8 dans l'exposé des motifs utilise.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	G. VANDERSANDEN,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 39.741/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 januari 2006 door de Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende de omzetting in Belgisch recht van de richtlijn 2001/84/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 september 2001 betreffende het volgrecht ten behoeve van de auteur van een oorspronkelijk kunstwerk", heeft op 13 februari 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Dispositief

Artikel 4

1. Het ontworpen artikel 11, § 1, eerste lid, zet niet alleen artikel 1, lid 2, om van richtlijn 2001/84/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 september 2001 betreffende het volgrecht ten behoeve van de auteur van een oorspronkelijk kunstwerk, maar ook lid 1 van dat artikel, dat het volgrecht ten behoeve van de auteur van een oorspronkelijk kunstwerk omschrijft als "een onvervreemdbaar recht waarvan geen afstand kan worden gedaan, zelfs niet op voorhand, om telkens wanneer het kunstwerk na de eerste overdracht door de auteur wordt doorverkocht, een op de doorverkoopprijs berekend recht te ontvangen".

Het zou daarom beter zijn het einde van het ontworpen artikel 11, § 1, eerste lid, naar het voorbeeld van de hierboven aangehaalde bepaling als volgt te redigeren :

" (...) is door de verkoper aan de auteur ¹ een onvervreemdbaar, op de doorverkoopprijs berekend volgrecht verschuldigd, waarvan geen afstand kan worden gedaan, zelfs niet op voorhand."

⁽¹⁾ Omzetting van artikel 1, lid 4, eerste zin, van de voornoemde richtlijn 2001/84/EG.

2. Artikel 7 van de voornoemde richtlijn 2001/84/EG bepaalt :

"Rechthebbenden uit derde landen

1. De lidstaten bepalen dat auteurs die onderdaan zijn van een derde land en - behoudens artikel 8, lid 2 - hun rechtsopvolgers, alleen dan op het volgrecht overeenkomstig deze richtlijn en de wetgeving van de betrokken lidstaat aanspraak kunnen maken, wanneer de wetgeving van het land waarvan de auteur of zijn rechtsopvolger onderdaan is, de bescherming van het volgrecht erkent ten behoeve van auteurs uit de lidstaten en hun rechtsopvolgers.

2. Op basis van de door de lidstaten verstrekte informatie publiceert de Commissie zo spoedig mogelijk een niet-verbindende lijst van derde landen die voldoen aan de in lid 1 genoemde voorwaarde. Deze lijst wordt voortdurend bijgewerkt.

3. De lidstaten mogen auteurs die geen onderdaan zijn van een lidstaat maar die wel in die lidstaat hun gewone verblijfplaats hebben, voor de bescherming van het volgrecht op dezelfde wijze behandelen als hun eigen onderdanen."

Volgens de artikelsgewijze bespreking in de memorie van toelichting zou de omzetting van dat artikel, inzonderheid van lid 1 ervan, gewaarborgd zijn door het ontworpen artikel 11, § 4, luidende :

"Onverminderd het bepaalde in internationale overeenkomsten is de reciprociteit van toepassing op het volgrecht."

Gelet op de preciseringen omtrent die paragraaf in de artikelsgewijze bespreking, lijkt die omzetting te summier. Zo verwijst de artikelsgewijze bespreking onder meer naar overweging 6 van de voornoemde richtlijn 2001/84/EG, welke als volgt is geredigeerd :

"Volgens de Berner Conventie voor de bescherming van werken van letterkunde en kunst kan op het volgrecht slechts aanspraak worden gemaakt, indien de nationale wetgeving van de auteur hierin voorziet. Het volgrecht is bijgevolg facultatief en aan de wederkerigheidsregel onderworpen. Volgens de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen ter zake van de toepassing van het in artikel 12 van het Verdrag vervatte non-discriminatiebeginsel, zoals omschreven in het arrest van 20 oktober 1993 in de gevoegde zaken C-92/92 en C-326/92 (Phil Collins e.a.)², kunnen wederkerigheidsbedingen in nationale bepalingen niet worden aangevoerd om onderdanen van andere lidstaten rechten te ontfangen die aan de eigen onderdanen wel worden toegekend. De toepassing van dergelijke bepalingen binnen de

⁽²⁾ Jurisprudentie 1993, blz. I-5145.

Gemeenschap is strijdig met het beginsel van gelijke behandeling dat voortvloeit uit het verbod van elke discriminatie op grond van nationaliteit."

Teneinde die preciseringen weer te geven in het dispositief, moet dus worden voorgeschreven dat het volgrecht verschuldigd is aan de onderdanen van de lidstaten van de Europese Unie en van de Europese Economische Ruimte, alsook aan de onderdanen van iedere andere Staat waarvan de wetgeving de bescherming, in die Staat, aanvaardt van het volgrecht van de auteurs van de lidstaten en van hun rechtverkrijgenden.

Aan de intentie vervat in overweging 29 van de voornoemde richtlijn 2001/84/EG zou aldus beter worden tegemoetgekomen, welke overweging als volgt luidt :

"Het volgrecht dient te worden gereserveerd voor auteurs die onderdaan zijn van een lidstaat en voor auteurs die onderdaan zijn van een derde land dat een vergelijkbare bescherming toekent aan auteurs die onderdaan zijn van een lidstaat. De lidstaten dienen het recht te kunnen uitbreiden tot auteurs van een derde land die hun gewone verblijfplaats in die lidstaat hebben."

Artikel 6

1. Het ontworpen artikel 13, § 1, maakt een onderscheid tussen "de doorverkoop die plaatsvinden in het kader van een openbare veiling", die behandeld worden in het eerste lid, en de doorverkoop die niet in het kader van een openbare veiling plaatsvinden, waarop het tweede lid van toepassing is. De reden voor dat onderscheid, dat vreemd is aan het bepaalde in de voornoemde richtlijn 2001/84/EG, houdt verband met de specificiteit van de Belgische wetgeving, volgens welke de inning van een volgrecht thans alleen geschiedt op het bedrag van de verkoop bij toewijzing dat wordt verkregen als gevolg van verkoop via een openbare veiling.

Volgens de commentaar op artikel 6 van het voorontwerp zet het ontworpen artikel 13, § 1, lid 4 om van artikel 1 van de voornoemde richtlijn 2001/84/EG, waarvan

de leden 2 en 4 bepalen :

"(1. ...)

2. Het in lid 1 bedoelde recht is van toepassing op elke doorverkoop waarbij actoren uit de professionele kunsthandel, zoals veilinghuizen, kunstgaleries of andere kunsthandelaren, betrokken zijn als verkoper, koper, of tussenpersoon.

(3. ...)

4. Het recht komt ten laste van de verkoper. De lidstaten kunnen bepalen dat een van de in lid 2 bedoelde natuurlijke of rechtspersonen, maar niet de verkoper, alleen dan wel samen met de verkoper aansprakelijk is voor de betaling van het recht."

Dit lid 4 betreft dus uitsluitend de aansprakelijkheid voor de betaling van het recht, terwijl het ontworpen artikel 13, § 1, eveneens de verplichting tot kennisgeving van doorverkoop regelt; het bepaalt dat de actoren uit de professionele kunsthandel die bij de doorverkoop betrokken zijn als verkoper, koper, of tussenpersoon, en de verkoper, alsmede - in het geval van een openbare veiling - de openbare ambtenaar, hoofdelijk verplicht zijn tot in kennisstelling van de doorverkoop en tot het betalen van de rechten ervan.

Wat betreft de aansprakelijkheid voor het betalen van het recht zijn die bepalingen niet in overeenstemming met artikel 1, lid 4, van de voornoemde richtlijn 2001/84/EG, daar volgens de laatstgenoemde bepaling de wetgever alleen bevoegd is om te

"(...) bepalen dat een van de in lid 2 bedoelde natuurlijke of rechtspersonen, maar niet de verkoper, alleen dan wel samen met de verkoper aansprakelijk is voor de betaling van het recht",

zodat de ontwerp tekst slechts één van die personen kan aanwijzen. Daarbij komt dat ofschoon het huidige artikel 13, eerste lid, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten bepaalt dat onder meer de openbare ambtenaar die is overgegaan tot de verkoop bij toewijzing hoofdelijk verplicht is tot in kennisstelling van de doorverkoop en tot het betalen van de rechten ervan, hij niet meer aansprakelijk kan worden gesteld voor de betaling ervan, daar hij niet wordt genoemd onder de personen bedoeld in artikel 1, lid 2, van de voornoemde richtlijn 2001/84/EG.

.../...

Wat betreft de verplichting tot inkennisstelling van de doorverkoop, lijkt het eveneens verkieslijk om indien nodig slechts één enkele andere persoon dan de verkoper aan te wijzen, zulks teneinde talrijke nutteloze inkennisstellingen te voorkomen; indien de wetgever het desondanks nodig acht een andere natuurlijke of rechtspersoon dan de verkoper te belasten met de inkennisstelling van de doorverkoop, zou het voorts vrij logisch zijn dat hij daartoe de persoon aanwijst die hij aansprakelijk stelt voor de betaling van de rechten, alleen of samen met de verkoper, zodat die verplichting niet los wordt gezien van de verplichting tot het betalen van de rechten.

2. De paragrafen 1, 2 en 4, derde lid, van het ontworpen artikel 13 betreffen de auteur, doch niet zijn rechtverkrijgenden, die overeenkomstig artikel 6 van de voornoemde richtlijn 2001/84/EG en het ontworpen artikel 11, § 3, (artikel 4 van het ontwerp) eveneens rechthebbenden zijn van het volgrecht na zijn overlijden. Indien het een verschrijving is, moet zulks worden rechtgezet, en zo niet moet die weglating worden verantwoord.

3. Het ontworpen artikel 13, § 2, bepaalt :

"De vordering van de auteur verjaart door verloop van drie jaren te rekenen van de kennisgeving bedoeld in § 1, eerste en tweede lid."

Aangezien de verplichting tot het betalen van de verschuldigde rechten overeenkomstig de tweede zin van die twee leden uitgevoerd moet worden "binnen een termijn van twee maanden na de kennisgeving", zodat de vordering tot betaling slechts dient te worden ingesteld indien binnen die termijn geen vrijwillige betaling heeft plaatsgehad, kan de termijn van verjaring van die vordering derhalve eerst verstrijken na verloop van de termijn van betaling, veeleer dan "te rekenen van de kennisgeving" van de doorverkoop.

Artikel 7

Volgens artikel 40 van de wet van 22 mei 2005 houdende de omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn 2001/29/EG van 22 mei 2001 betreffende de

.../...

harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij, treedt artikel 4, b en c, van die wet, dat artikel 22, § 1, 4° en 4°bis, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten vervangt, in werking op de dag bepaald door de Koning.

Vermits de Koning die datum nog niet heeft bepaald, geldt nog steeds de lezing van de voornoemde onderdelen 4° en 4°bis zoals ze voorkomen in artikel 20 van de wet van 31 augustus houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken.

Derhalve moet het koninklijk besluit dat overeenkomstig artikel 9 van het voorontwerp de ontworpen wet in werking doet treden, gelijktijdig artikel 4, b en c, van de voornoemde wet van 22 mei 2005 in werking doen treden. Indien het daarentegen niet de bedoeling is dat die wijzigingsbepaling uiterlijk in werking treedt op het tijdstip van inwerkingtreding van de ontworpen wet, moet het laatste artikel ervan alsdan bepalen dat artikel 7, b en c, van het voorontwerp in werking zal treden op dezelfde dag als artikel 4, b en c, van de voornoemde wet van 22 mei 2005, welke dag wordt bepaald ter uitvoering van artikel 40 ervan.

Voorts moeten in de vergelijkende tabel gevoegd bij het dossier overgezonden aan de Raad van State de wijzigingen worden aangegeven die dit artikel in het licht van artikel 2 van de voornoemde richtlijn 2001/84/EG aanbrengt ³.

Artikel 8

1. In het ontworpen eerste lid is sprake van de auteur, doch niet van "de erfgenamen en rechthebbenden der kunstenaars", die eveneens worden vermeld in artikel 1 van de wet van 25 juni 1921 tot het innen van een recht op de openbare

(3) Die tabel moet bovendien worden bezorgd aan de wetgevende kamers, zodat deze zich met kennis van zaken kunnen uitspreken over de keuze van de middelen die de Regering hun voorstelt aan te wenden, en kunnen voorkomen dat de uitoefening van het amenderingsrecht, dat besloten ligt in artikel 76 van de Grondwet, verder reikt dan de grenzen van de beoordelingsbevoegdheid die het Europees recht aan de lidstaten toekent. Deze tabel gevoegd bij het dossier met de adviesaanvraag moet daarom bij het wetsontwerp als bijlage worden gevoegd.

kunstveilingen, ten bate der kunstenaars, auteurs der verkochte werken. Indien het een verschrijving is, moet zulks worden rechtgezet, en zo niet moet die weglating worden verantwoord.

2. Aan het eind van datzelfde eerste lid is sprake van "de door de Koning overeenkomstig artikel 13, tweede lid, aangewezen beheersvennootschappen, en volgens de regels bepaald krachtens artikel 13, tweede lid, van deze wet". De woorden "van deze wet" moeten vervallen, daar het gaat om de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, met dien verstande dat in artikel 92, § 2, ervan de twee ontworpen leden worden toegevoegd. Er moet evenwel worden gepreciseerd dat artikel 13, tweede lid, waarnaar wordt verwezen, bedoeld wordt in de lezing voordat het wordt vervangen bij artikel 6 van het voorontwerp, zodat de voornoemde perifrasede verwijst naar het koninklijk besluit van 8 juli 1998 betreffende de inning en de verdeling van bepaalde volgrechten op het stuk van het auteursrecht en van de naburige rechten en tot aanwijzing van de beheersvennootschappen, belast met de inning en de verdeling van de volgrechten die niet konden worden uitgekeerd, een koninklijk besluit dat het huidige artikel 13, tweede lid, van de voornoemde wet van 30 juni 1994 uitvoert.

3. In de tweede zin van het ontworpen tweede lid lijkt het verkieslijk te verwijzen naar de bedragen die "niet betaald konden worden", alsook naar die welke evenmin zijn opgeëist ⁴.

4. In de Franse lezing van het tweede lid leze men "(...) se prescrit par trois ans".

⁽⁴⁾ Dit werkwoord wordt overigens gebruikt in de commentaar op artikel 8 in de memorie van toelichting.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	G. VANDERSANDEN,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS